

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 138
N° 44

TE VE'A A TE HAU O POLYNESIA FARANI

Mahana 2
no Novema 1989

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES APPLICABLES DE PLEIN DROIT

Décret n° 89-704 du 28 septembre 1989 portant création d'une commission adjointe à la Commission supérieure de codification. (J.O.R.F. n° 227 du 29 septembre 1989, page 12239).....

Pages

1808

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 1028 CAB du 10 octobre 1989 portant commissionnement d'un agent porteur de contrainte (M. Paul Martin)....

1808

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

EXTRAITS

Arrêté n° 656 PR du 20 octobre 1989 portant délégation de signature à M. Gérard Maradenès, commissaire au prix au service des affaires économiques.....

1809

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DU TOURISME ET DES SPORTS

EXTRAITS

Arrêté n° 6382 MTT du 23 octobre 1989 autorisant le navire Teremoana à desservir les îles de Tikehau, Mataiva et Rangiroa du 16 octobre au 15 novembre 1989.....

1809

Arrêté n° 6422 MTT du 25 octobre 1989 autorisant le navire Auranui 2 à desservir certaines îles des Tuamotu du 21 octobre au 31 décembre 1989.....

1809

Arrêté n° 6423 MTT du 25 octobre 1989 autorisant le navire Valhere à desservir l'île de Akiaki au cours de son voyage n° 2-89 du 19 septembre 1989 (régularisation).....

1809

Arrêté n° 6427 MTT du 25 octobre 1989 portant agrément et habilitation de la Fédération tahitienne de surf.....

1809

MINISTERE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE

Arrêté n° 1173 CM du 24 octobre 1989 interdisant la pêche sous toutes ses formes les 25, 26, 27, 28 et 29 octobre 1989 dans une zone délimitée du lagon de Tahaa 1810

EXTRAITS

Arrêté n° 1165 CM du 19 octobre 1989 portant désignation d'un membre du conseil d'administration du Port autonome de Papeete (M. Raphaël Tixier) 1810

Arrêté n° 6352 MME du 19 octobre 1989 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rurutu (archipel des Australes) 1810

Arrêté n° 6430 MME du 25 octobre 1989 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à l'aménagement de l'aérodrome de Takaroa (archipel des Tuamotu) à la classe D2. 1811

MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
EXTRAITS

Arrêté n° 1166 CM du 19 octobre 1989 acceptant le don par l'Organisation mondiale de la santé d'un équipement informatique destiné au service de l'éducation pour la santé. 1811

Arrêté n° 6419 MSE/SANTE du 25 octobre 1989 portant classement des candidates reçues au concours d'entrée au cycle C de l'école territoriale d'infirmiers/ières organisé le 6 septembre 1989. 1811

Arrêté n° 6420 MSE/SANTE du 25 octobre 1989 portant classement des candidats déclarés reçus au concours d'entrée au cycle B de l'école territoriale d'infirmiers/ières organisé les 28 août et 16 octobre 1989. 1811

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
EXTRAITS

Arrêté n° 6415 MED/PEL du 25 octobre 1989 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un technicien en électronique médicale, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration 1812

MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêté n° 1174 CM du 24 octobre 1989 portant annulation du reliquat d'autorisations de programme concernant des opérations d'investissement terminées. 1812

EXTRAITS

Arrêté n° 6379 MEF du 23 octobre 1989 complétant l'arrêté n° 361 PR du 6 avril 1988 portant institution d'une régie de recettes à l'hôpital et au C.A.P.A. de Taravao. 1813

Arrêté n° 6380 MEF du 23 octobre 1989 portant modification de l'arrêté n° 363 PR du 6 avril 1988 instituant une régie d'avances à l'hôpital et au C.A.P.A. de Taravao. 1813

Arrêté n° 6381 MEF du 23 octobre 1989 portant nomination de Mme Evelyne Gutierrez et M. Victor Teai respectivement régisseurs de recettes et d'avances titulaire et suppléant de l'hôpital et du C.A.P.A. de Taravao. 1814

MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Arrêté n° 663 PR du 23 octobre 1989 prolongeant l'enquête publique relative au projet de modification du plan général d'aménagement de la commune de Papara. 1814

EXTRAITS

Arrêté n° 6384 MUR du 23 octobre 1989 autorisant le paiement de la prime à la construction concernant les îles Australes. 1815

Arrêté n° 664 PR du 23 octobre 1989 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Jeunes Tahitiens 1815

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

EXTRAITS

Arrêté interministériel du 22 septembre 1989 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs de police (femmes et hommes). (J.O.R.F. n° 231 du 4 octobre 1989, page 12454).	1815
Arrêté interministériel du 22 septembre 1989 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'enquêteurs de police (femmes et hommes). (J.O.R.F. n° 231 du 4 octobre 1989, page 12454).	1816
Arrêté interministériel du 22 septembre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture d'un concours interne d'accès au 1er grade et de concours externe et interne d'accès au 2e grade du corps des professeurs de lycée professionnel (femmes et hommes). (J.O.R.F. n° 233 du 6 octobre 1989, page 12544).	1816
Arrêté interministériel du 22 septembre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture de concours externe et interne d'entrée en cycle préparatoire aux concours d'accès au 2e grade du corps des professeurs de lycée professionnel (femmes et hommes). (J.O.R.F. n° 233 du 6 octobre 1989, page 12545).	1817
Arrêté ministériel du 2 octobre 1989 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente de revues sur l'ensemble du territoire. (J.O.R.F. n° 237 du 11 octobre 1989, page 12714).	1818
Arrêté ministériel du 5 octobre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture de concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1er et du 2e grade réservés aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés. (J.O.R.F. n° 234 du 7 octobre 1989, page 12587).	1818
Arrêté ministériel du 5 octobre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture d'un concours d'entrée en formation préparatoire au concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés, type Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique, réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés. (J.O.R.F. n° 234 du 7 octobre 1989, page 12587).	1819
Avis relatif aux taux des opérations entre banques sur le marché monétaire pour l'argent au jour le jour. (J.O.R.F. n° 233 du 6 octobre 1989, page 12569).	1819
Liste par département des sénateurs élus dans les départements de la métropole, d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer le 24 septembre 1989. (J.O.R.F. n° 230 du 3 octobre 1989, page 12427).	1819

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service des douanes.— Cours des changes (période du 2 au 15 novembre 1989 inclus).	1820
Institut territorial de la statistique.— Indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de septembre 1989.	1820
Commune de Papeete.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de Papeete du 1er au 15 octobre 1989.	1821

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	1821
Annonces diverses.	1821

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES APPLICABLES DE PLEIN DROIT

DECRET n° 89-704 du 28 septembre 1989 portant création d'une commission adjointe à la Commission supérieure de codification.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification,

Décète :

Article 1er.— Il est provisoirement adjoint à la Commission supérieure de codification créée par le décret du 12 septembre 1989 susvisé une commission chargée de recenser pour chacun des territoires d'outre-mer l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables et de signaler au Premier ministre les domaines dans lesquels il n'existe aucun texte.

Cette commission est assistée dans chaque territoire d'outre-mer par une commission locale.

Art. 2.— La commission est composée, sous la présidence d'un conseiller d'Etat désigné par arrêté du Premier ministre, d'un représentant du garde des sceaux, ministre de la justice, d'un représentant du ministre chargé des territoires d'outre-mer et d'un représentant du secrétaire général du Gouvernement.

La commission dispose de rapporteurs désignés par son président.

Elle est habilitée à solliciter l'aide des ministères concernés par sa mission. Tous renseignements utiles pour l'inventaire des textes doivent lui être fournis.

Art. 3.— Dans chaque territoire, la commission locale est composée sous la présidence du secrétaire général du territoire d'un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le premier président de la cour d'appel et d'un magistrat de l'ordre administratif désigné par le président du tribunal administratif ainsi que, le cas échéant, de personnalités qualifiées désignées par le secrétaire général du territoire.

Le secrétariat de la commission locale est assuré par les services du représentant de l'Etat dans le territoire.

Le président de la commission adjointe détermine les travaux des commissions locales.

Art. 4.— Dans la limite des crédits ouverts au budget des services du Premier ministre, des indemnités peuvent être allouées aux rapporteurs dans les conditions prévues à l'article 10 du décret du 12 septembre 1989 susvisé.

Art. 5.— Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 septembre 1989.

Michel ROCARD.

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,
Pierre BEREGOVY.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pierre ARPAILLANGE.*

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,
Louis LE PENSEC.*

*Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie, des finances et du budget,
chargé du budget,
Michel CHARASSE.*

ACTES REGLEMENTAIRES
DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 1028 CAB du 10 octobre 1989 portant commissionnement d'un agent porteur de contraintes.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 3-13 ;

Vu la décision n° 59-89 du 24 juillet 1989 portant nomination de M. Paul Martin, en qualité d'agent porteur de contrainte ;

Vu la lettre n° 1855 REC du trésorier-payeur général ;

Vu l'arrêté n° 1536 BCO du 17 octobre 1988 portant délégation de signature à M. Raymond Vergne, secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— M. Paul Martin, agent d'administration principal du Trésor, est commissionné en qualité de porteur de contraintes, avec compétence sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française, à compter du 1er novembre 1989.

Art. 2.— M. Paul Martin est autorisé à percevoir de tout redevable du territoire de la Polynésie française, le montant des sommes dues au Trésor public.

Art. 3.— M. Paul Martin aura droit en cette qualité à la rémunération des actes signifiés, en vertu des règlements locaux en vigueur sur le régime des poursuites en matière de contributions.

Art. 4.— Avant d'entrer en fonctions, M. Paul Martin prêtera le serment prescrit par la loi et il ne sera perçu aucun droit pour cette formalité.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 10 octobre 1989.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Raymond VERGNE.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

Par arrêté n° 656 PR du 20 octobre 1989.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nick Toomaru, chef du service des affaires économiques, les délégations de signature consenties à ce dernier en application de l'arrêté n° 166 PR portant délégation de signature du Président du gouvernement à M. Nick Toomaru, chef du service des affaires économiques, sont exercées par M. Gérard Maradènes, commissaire aux prix au service des affaires économiques.

MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DU TOURISME ET DES SPORTS

Par arrêté n° 6382 MTT du 23 octobre 1989.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 2 de l'arrêté n° 830 CM du 18 juillet 1989, le navire Teremoana est autorisé à desservir, pour le collectage exclusif du poisson, les îles de Tikehau, Mataiva et Rangiroa du 16 octobre au 15 novembre 1989.

Par arrêté n° 6422 MTT du 25 octobre 1989.— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de son cahier des charges, le navire Auranui 2 est autorisé à desservir du 21 octobre au 31 décembre 1989 :

- Hao et Amanu des Tuamotu du centre ;
- Fangatau, Fakahina, Puka-Puka, Napuka et Tepoto Nord des Tuamotu nord-est.

Par arrêté n° 6423 MTT du 25 octobre 1989.— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de son cahier des charges, le navire Vaihere est autorisé à desservir l'île de Akiaki au cours de son voyage n° 2-89 du 19 septembre 1989.

Par arrêté n° 6427 MTT du 25 octobre 1989.— Conformément aux articles 2 et 12 de la délibération n° 88-53 AT du 2 juin 1989 fixant le statut des activités physiques et sportives de la Polynésie française, l'association dénommée Fédération tahitienne de surf est agréée et habilitée pour gérer, promouvoir et organiser la discipline sportive du surf en Polynésie française.

A ce titre, elle assure une mission de service public et est seule compétente pour délivrer les licences aux athlètes, organiser les championnats, coupes et critères, et délivrer les titres locaux, territoriaux, régionaux et internationaux de cette discipline.

La Fédération tahitienne de surf, membre de l'International Surfing Association assure le respect des règles de cet organisme et veille à leur application sur le territoire.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'ÉQUIPEMENT
ET DE L'ÉNERGIE**

ARRÊTÉ n° 1173 CM du 24 octobre 1989 interdisant la pêche sous toutes ses formes les 25, 26, 27, 28 et 29 octobre 1989 dans une zone délimitée du lagon de Tahaa.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 relative à la pêche en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 relative à la protection de certaines espèces marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la lettre du maire de Tahaa n° 702-89 en date du 18 septembre 1989 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 octobre 1989,

Arrête :

Article 1er. — La pêche sous toutes ses formes est interdite les 25, 26, 27, 28 et 29 octobre 1989 dans le lagon de Tahaa, dans la zone délimitée par proposition du maire, à l'exception de la pêche aux cailloux.

Art. 2. — La zone délimitée ci-annexée (1) ainsi que le présent arrêté feront l'objet d'un affichage préalable à la mairie.

Art. 3. — Les auteurs d'infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des peines applicables aux auteurs des contraventions de 5e classe.

(1) Le plan de la zone délimitée peut être consulté auprès du ministère de la mer, de l'équipement et de l'énergie.

Art. 4. — Les officiers et agents de police judiciaire ainsi que toute personne ayant qualité pour verbaliser ou spécialement commissionnée à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur, constatent les infractions aux dispositions du présent arrêté. Ils peuvent également saisir et remettre à l'eau les espèces détenues en infraction aux dispositions du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 octobre 1989.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

Par arrêté n° 1165 CM du 19 octobre 1989. — Est désignée membre du conseil d'administration du Port autonome de Papeete, la personnalité ci-après, au titre des intérêts professionnels :

— M. Raphaël Tixier, professionnel au titre des consignataires de navires.

Par arrêté n° 6352 MME du 19 octobre 1989. — Sont déconsignées au profit des copropriétaires énumérés au tableau ci-après les indemnités d'expropriation relatives aux parties expropriées de la terre Teavanui 6 :

N° de la parcelle	Désignation des bénéficiaires	Quotités	Indemnités d'expropriation déconsignées
Teavanui N° 6	Madame Tapacura Teuruarui, née le 25 janvier 1913 à Rurutu.	1/15	13.232
	M. Teuiraitaaroa Teuruarui, né le 15 juin 1911 à Rurutu.	1/15	13.232
	Monsieur Taaitini Teuruarui, né le 27 juin 1920 à Rurutu.	1/15	13.232
		1/5	39.696 FCP

Par arrêté n° 6430 MME du 25 octobre 1989.— Sont déconsignées au profit des copropriétaires figurant au tableau ci-après, les indemnités d'expropriation relatives aux parties expropriées des terres Kotai, Hitinui, Oporoa 1, Opakari-Matiti, Kamihiria et Terepa.

N° parcelle nom de la terre	Désignation des copropriétaires	Quotités	Indemnités d'expropriation déconsignées (F CP)
411 Kotai 7	Mme Hinaraurea Taukaha, née le 17 février 1965 à Takapoto	1/80	468
	M. Elliot Taukaha, né le 13 novembre 1969 à Papeete	1/80	468
	M. Taheta Taukaha, né le 8 février 1968 à Papeete	1/80	468
		<hr/> 3/80	<hr/> 1.404
415 Kamihiria 2	Mme Hinaraurea Taukaha, née le 17 février 1965 à Takapoto	1/40	4.500
	M. Elliot Taukaha, né le 13 novembre 1969 à Papeete	1/40	4.500
	M. Taheta Taukaha, né le 8 février 1968 à Papeete	1/40	4.500
		<hr/> 3/40	<hr/> 13.500
Total général :			14.904 F CP

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Par arrêté n° 1166 CM du 19 octobre 1989.— Le territoire de la Polynésie française accepte le don de l'Organisation mondiale de la santé d'un équipement informatique de marque Apple comprenant un micro Macintosh SE, une imprimante Laserwriter II et un logiciel Adobe Illustrator Software destiné au service de l'éducation pour la santé, d'une valeur totale de 1.656.250 FCP.

Par arrêté n° 6419 MSE/SANTE du 25 octobre 1989.— Sont classées comme suit les candidates déclarées reçues au concours d'entrée au cycle C de l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières organisé le 6 septembre 1989.

Liste principale - 20 candidates

Jackson Ludwiane, Atani Sylvanna, Lenoir Titaua, Tamaku Cécile, Pietri Heiata, Labbeyi Rosemonde, Ahiefitu Mélanie, Paro Lorna, Maihiti Ilanda, Heimata Diana, Temahana Moo Mahana, Faana Philomène épouse Richmond, Tepehu Murielle, Utia Marguerite, Tauhiro Anita, Tapare Vaiata, Estall Rauana, Neuffer Valérie, Ebbs Yolande épouse Teupoohuitua, Mendiola Henriette.

Liste complémentaire - 7 candidates

Chansaud Marie-Louise, Nusslein Jeannette, Martin Ginette, Mahaga Marianne, Brodien Fabienne, Teritahi Juanita, Teiva Liann Moea.

L'admission à l'enseignement du cycle C de l'école d'infirmiers/ères sera prononcée par la directrice après avis du conseil technique de l'école et dans la limite des places ouvertes.

En cas de désistement de candidates de la liste principale, il sera fait appel dans l'ordre de leur classement aux candidates de la liste complémentaire.

La rentrée scolaire 1989/1990 pour la formation du cycle C est fixée au lundi 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 6420 MSE/SANTE du 25 octobre 1989.— Sont classés comme suit les candidats déclarés reçus au concours d'entrée au cycle B de l'école territoriale d'infirmiers et d'infirmières organisé le 28 août (épreuves écrites) et le 16 octobre 1989 (épreuves orales).

Liste principale - 40 candidats

Tainaue Marie-Madeleine épouse Kaimuko, Marii Murielle, Arai Maire épouse Martin, Bopp Dupont Paul, Ioane Putu, Mahagateira Bernardine, Ip Lee Hoi Joël, Mervin Thérèse, Pea Tamaterai, Godard Viniura, Manohoragi Pascaline, Vanaa Laverna, Noble Roselyne, Pihatarioa Patrick, Ly Raymonde, Mariassoucé Mere, Renetaud Tereva, Roomataaroa Nani, Tere Gerda, Tuheiaava Arai, Mose Florine, Colombani Vaite, Taumihau Claudine épouse Ah Min, Aroquiane Puea, Faao Vaitiare, Itchner Serge, Mariterangi Tony, Richmond Valérie, Smith Louise, Magliano Pascale, Chin Loy Lorraine, Lenoir Emma épouse Tuia, Siou Kelly Moana, Lenoir Titaua, Marii Véronique, Rangimakea Mataae, Gamblin Joëlle, Lieou Thilda, Shan Pang J. Canopus, Bopp Dupont Roy.

Liste complémentaire - 3 candidats

Tiatoa Sylvana, Gazzano Valérie, Atapo Julie.

L'admission à l'enseignement du cycle B de l'école d'infirmiers et d'infirmières est prononcée par la directrice après avis du conseil technique et dans la limite des places ouvertes.

En cas de désistement de candidats de la liste principale, il sera fait appel dans l'ordre de leur classement aux candidats de la liste complémentaire.

La rentrée scolaire 1989/1990 est fixée au lundi 23 octobre 1989.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 6415 MED/PEL du 25 octobre 1989. — Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un technicien en électronique médicale, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, au service de la santé publique (Pharmapro), est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 et titulaires d'un D.U.T. en électronique.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au vendredi 29 septembre 1989, à 15 h 00.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

Les épreuves d'admission se dérouleront les 21, 22 et 23 novembre 1989.

La commission d'examen appelée à se prononcer sur les admissions est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique ou son représentant ;
- Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ou son représentant ;
- Le directeur de la santé publique ou son représentant ;
- Le pharmacien gestionnaire du service pharmaceutique de la santé publique ;

- Le chef du service des finances et de la comptabilité ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant.

MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

ARRETE n° 1174 CM du 24 octobre 1989 portant annulation du reliquat d'autorisations de programme concernant des opérations d'investissement terminées.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Sur le rapport du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 89-63 AT du 2 juin 1989 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1989 ;

Vu la circulaire n° 1056 PR/MEF du 12 janvier 1989 relative à l'exécution du budget 1989 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 octobre 1989,

Arrête :

Article 1er.— Les reliquats d'autorisations de programme subsistant sur les opérations d'investissement terminées, figurant dans le tableau joint en annexe, sont annulées pour un montant de 108.464.062 F CFP.

Art. 2.— Le ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 octobre 1989.
Alexandre LEONTIEFF,

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre du budget, du plan
et de l'aménagement du territoire,*
Louis SAVOIE.

Liste des opérations d'investissement à clôturer

S/chap.	Art.	Op.	Intitulés	Reliquat d'AP
90001	2140	95.88	Achat matériel et mobilier de bureau	1.600
90003	2140	19.87	Matériel services centraux et format périphériques	10.158
90003	2140	70.88	Installation téléphonique de la Pharmapro	67.800
90004	2140	317.86	Matériel et mobilier de bureau ministère jeunesse et sports	10.678
90007	2140	37.85	Matériel service du tourisme	10
90007	2140	19.88	Matériel outillage mobilier service du tourisme	3.670
90007	2150	20.88	Achat véhicule de liaison service du tourisme	62.250
90009	132	374.80	Service de l'équipement	86.611
90009	2150	343.87	Achat véhicule service	115.750
90009	2303	323.86	Marina Tefarerii à Huahine	52.489
90010	2140	347.87	Matériel et mobilier de bureau service transports maritimes	170.744
90010	2150	27.89	Véhicule de service	73.250
901010	2303	64.84	Antenne stade Atuona	102.198
901010	2303	140.84	Route Hohoi, Hakahau, Ua Pou	30.400
901010	2303	150.84	Route Omoa, Hanavave, Fatu Hiva	572.019
901010	2303	87.86	Assainissement rc P.K. 11,3 à 14 ouest, Moorea	284.223
901010	2303	98.86	Rectification virage P.K. 18 à 19 ouest, Moorea	3.000.000
901010	2303	84.87	Aménagement carrefour Taaone	75.123.008
901010	2303	122.86	Assainissement route Hakahau	825.051
90302	2140	186.87	Matériel d'atelier C.F.P.A. Pirae	4.039
90302	2140	210.86	Equipement atelier centre C.F.P.A. Pirae	223
90303	2302	57.84	Centre sportif de Taiohae	4.781
90400	2302	264.83	Bloc opératoire Mamao	467.685
90400	2140	189.85	Equipement matériel technique hôpitaux	31.002
90400	2140	424.83	Equipement technique bloc opératoire Mamao	5.811.627
90409	2140	190.85	Matériel I.F.P.P.	24.050
90409	2302	391.87	Bâtiment pour transformateur D.S.P.	306.825
90409	132	186.85	Frais d'étude CR RFA	1.127.275
90501	2303	238.84	Piste Marquises aéroport Ua Pou	12
90501	2303	228.85	Aéroport Maupiti	199
90501	2303	306.85	Construction aéroport Takaroa	644
90501	2303	334.85	Réparation chaussée piste Manihi	307
90501	2312	254.87	Réfection aérogare Totegegie	46
90501	2352	255.87	Reconstruction abri passager Puka Puka, Pukarua	2.613
90502	2140	221.85	Radeaux de survie	40.000
90502	2303	176.84	Aménagement portuaire Paopao	6.000.000
90502	2303	367.88	Grosse réparation ouvrage portuaire	35.578
90509	2140	360.82	Radio localiseur pour vedette Toanui	391.897
909	2140	284.86	Matériel T.P. Marquises	145.343
909	2300	288.86	Remblai lagune Upapa	5.000.000
909	2140	383.87	Matériel radio V.H.F. SEQ	15.552
909	2303	380.87	Aménagement plage surf Papara voirie	6
909	2303	421.88	Enlèvement épave maritime lagon Bora Bora	245
909	26	315.85	Participation au capital des sociétés	8.462.154
90603	132	265.86	Etudes cadastrages	50
				108.464.062

Par arrêté n° 6379 MEF du 23 octobre 1989.— L'arrêté n° 361 PR du 6 avril 1988 portant institution d'une régie de recettes à l'hôpital et au C.A.P.A. de Taravao est complété comme suit :

"L'ouverture et l'utilisation d'un compte CCP au nom du régisseur de recettes de l'hôpital et du C.A.P.A. de Taravao sont autorisées".

Par arrêté n° 6380 MEF du 23 octobre 1989.— L'article 3 de l'arrêté n° 363 PR du 6 avril 1988 portant institution d'une régie d'avances à l'hôpital et au C.A.P.A. de Taravao est modifié comme suit :

- Au lieu de : "Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 200.000 FCP" ;
- Lire : "Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 200.000 FCP".

L'ouverture et l'utilisation d'un compte CCP au nom du régisseur d'avances de l'hôpital et du C.A.P.A. de Taravao sont autorisées.

Par arrêté n° 6381 MEF du 23 octobre 1989. — Mme Evelyne Gutierrez, employée d'administration, CC4, au C.A.P.A. de Taravao, est nommée régisseur de recettes et d'avances à l'hôpital et au C.A.P.A. de Taravao avec mission de recouvrer exclusivement les recettes énumérées dans l'arrêté créant la régie de recettes et de payer exclusivement les dépenses énumérées dans l'arrêté créant la régie d'avances.

En cas d'absence pour maladie, congé, ou tout autre motif, Mme Evelyne Gutierrez sera remplacée par M. Victor Teai, employé d'administration, CC4, au C.A.P.A. de Taravao.

Mme Evelyne Gutierrez devra verser entre les mains du payeur du territoire avant d'entrer en fonctions, le montant du cautionnement fixé à 12.000 FF (*douze mille francs français*), soit 218,182 FCP (*deux cent dix-huit mille cent quatre-vingt-deux francs CFP*), ou obtenir son affiliation à une association de cautionnement mutuel, telle que l'A.F.C.M.

Mme Evelyne Gutierrez et M. Victor Teai percevront une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation en vigueur, pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie de recettes et de la régie d'avances.

Mme Evelyne Gutierrez et M. Victor Teai sont conformément à la réglementation en vigueur pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

Mme Evelyne Gutierrez et M. Victor Teai ne devront pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie d'avances, ni exiger ou percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie de recettes, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 174 du code pénal.

Mme Evelyne Gutierrez et M. Victor Teai appliqueront, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle de janvier 1975, et notamment celle relative à l'obligation qui leur est faite d'établir procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Les arrêtés n° 362 PR du 6 avril 1988 portant nomination de Mmes Alice Brochard et Evelyne Gutierrez respectivement régisseur d'avances titulaire et suppléant de l'hôpital et du C.A.P.A. de Taravao et n° 364 PR du 6 avril 1988 portant nomination de Mmes Alice Brochard et Evelyne Gutierrez respectivement régisseur de recettes titulaire et suppléant de l'hôpital et du C.A.P.A. de Taravao sont abrogés.

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,
DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ARRETE n° 663 PR du 23 octobre 1989 prolongeant l'enquête publique relative au projet de modification du plan général d'aménagement de la commune de Papara.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 24 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée, portant code de l'aménagement du territoire, et plus particulièrement le chapitre I du titre 1er de son livre I ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 de l'assemblée territoriale portant création du service de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 81-109 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant approbation du plan général d'aménagement de la commune de Papara ;

Vu la délibération n° 85-14 du 9 février 1985 du conseil municipal de Papara demandant la révision du plan général d'aménagement de la commune de Papara ;

Vu l'arrêté n° 520 PR du 28 juin 1985 ordonnant la révision du plan général d'aménagement de la commune de Papara ;

Vu l'avis du comité d'aménagement du territoire en sa séance du 25 août 1988 ;

Vu l'arrêté n° 527 PR du 9 août 1989 soumettant à enquête publique le projet de modification du plan général d'aménagement de la commune de Papara ;

Vu la demande de la commune de Papara,

Arrête :

Article 1er. — La clôture de l'enquête publique relative au projet de modification du plan général d'aménagement de la commune de Papara est repoussée au mercredi 18 octobre 1989 à 16 h 30.

Art. 2. — Le projet de plan général d'aménagement sera mis à la disposition du public jusqu'à cette date, aux jours et heures

d'ouverture des bureaux de la commune, ainsi que les samedis 7 et 14 octobre 1989 :

- le matin : de 7 h 30 à 12 h
- l'après-midi : de 13 h à 16 h 30.

Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté n° 527 PR du 9 août 1989 sont inchangées en ce qu'elles ne sont pas modifiées par celles du présent arrêté.

Art. 4. — Le ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la Polynésie française* et notifié :

- au maire de la commune de Papara ;
- au commissaire enquêteur ;
- au chef du service de l'urbanisme.

Fait à Papeete, le 23 octobre 1989.
Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 6384 MUR du 23 octobre 1989. — Est autorisé le paiement de la prime à la construction à la personne dont le nom suit :

- Mme Christiane Delbos, tranche 1 : 617.175 ; tranche 2 : 617.175.

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960.11, article 651.04, exercice 1989.

Par arrêté n° 664 PR du 23 octobre 1989. — M. Jacques Thunot, président de l'A.S. Jeunes Tahitiens, B.P. 3228 Papeete, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 60.000.000 francs composé de 600.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 28 janvier 1990 au marché de Papeete.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'aménagement et l'entretien du complexe, à l'achat de la moitié du terrain, à l'animation des différentes sections sportives sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de 10 billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Les lots seront les suivants :

		Primes aux vendeurs
1er lot	12.000.000 F	1.000.000 F
2e lot	2.000.000 F	500.000 F
3e lot	1.000.000 F	100.000 F
4e lot	1.000.000 F	100.000 F
5e lot	500.000 F	100.000 F
6e lot	100.000 F	100.000 F
7e lot	100.000 F	50.000 F
8e lot	100.000 F	50.000 F

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE INTERMINISTERIEL du 22 septembre 1989 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs de police (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, et du ministre de l'intérieur en date du 22 septembre 1989, est autorisée au ministère de l'intérieur au titre de l'année 1990 l'ouverture de concours pour le recrutement de 305 inspecteurs de la police nationale (femmes et hommes).

Ce recrutement sera effectué dans les conditions suivantes :
183 places par concours ;

122 places au titre de la législation sur les emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés.

Les places offertes aux concours sont réparties de la manière suivante :

- a) Concours externe : 103 places, dont 21 peuvent être réservées aux candidats du sexe féminin ;
- b) Concours interne : 80 places, dont 16 peuvent être réservées aux candidats du sexe féminin.

Les postes non pourvus par les bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés pourront s'ajouter aux emplois mis aux concours.

Les registres d'inscription seront clos le 7 novembre 1989.

La date limite de dépôt des dossiers complets est fixée au 10 novembre 1989.

La date des épreuves, la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'intérieur.

Nota. — Pour tous renseignements, les candidats devront s'adresser à la préfecture (secrétariat général pour l'administration de la police) de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse, Tours, Versailles, à la préfecture du département d'outre-mer de leur lieu de résidence ou aux hauts-commissaires de la République, chef du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances à Nouméa, et de la Polynésie française à Papeete.

Ces renseignements peuvent également être obtenus auprès de la délégation régionale au recrutement et à la formation de Bordeaux, Dijon,

Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse, Tours, Ile-de-France (les adresses seront communiquées par les commissariats de police).

Les dates limites ci-dessus indiquées ne concernent pas les postulants au titre des emplois réservés, dont le recrutement est organisé en premier lieu par les directions interdépartementales des anciens combattants (D.I.A.C.), où tout renseignement peut être demandé.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 22 septembre 1989 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'enquêteurs de police (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives et du ministre de l'intérieur en date du 22 septembre 1989, est autorisée au ministère de l'intérieur, au titre de l'année 1990, l'ouverture d'un concours pour le recrutement de 190 enquêteurs de la police nationale.

Ce recrutement sera effectué dans les conditions suivantes :
120 places au concours, dont 24 peuvent être réservées aux candidats du sexe féminin ;

70 places au titre de la législation sur les emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Les postes non pourvus par les bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés pourront s'ajouter aux emplois mis au concours.

Les registres d'inscription seront clos le 10 novembre 1989.

La date limite de dépôt des dossiers complets est fixée au 17 novembre 1989.

La date des épreuves, la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'intérieur.

Nota. — 1. Pour tous renseignements, les candidats devront s'adresser à la préfecture (secrétariat général pour l'administration de la police) de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse, Tours, Versailles, à la préfecture du département d'outre-mer de leur lieu de résidence, et au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances, à Nouméa, au haut-commissaire de la République en Polynésie française, à Papeete.

Ces renseignements peuvent également être obtenus auprès de la délégation régionale au recrutement et à la formation de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse, Tours, Ile-de-France (les adresses seront communiquées par les commissariats de police).

2. Les dates limites ci-dessus indiquées ne concernent pas les postulants au titre des emplois réservés dont le recrutement est organisé par les directions interdépartementales des anciens combattants (D.I.A.C.).

ARRETE INTERMINISTERIEL du 22 septembre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture d'un concours interne d'accès au 1er grade et de concours externe et interne d'accès au 2e grade du corps des professeurs de lycée professionnel (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, en date du 22 septembre 1989, sont autorisées au titre de la session de 1990 l'ouverture d'un concours interne d'accès au 1er grade du corps des professeurs de lycée professionnel (femmes et hommes) et l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne d'accès au 2e grade du corps des professeurs de lycée professionnel (femmes et hommes).

L'épreuve écrite d'admissibilité du concours interne d'accès au 1er grade du corps des professeurs de lycée professionnel aura lieu le 21 février 1990.

Les épreuves écrites d'admissibilité des concours externe et interne d'accès au 2e grade du corps des professeurs de lycée professionnel auront lieu aux dates suivantes :

Concours externe : les 23 et 24 février 1990 ;

Concours interne : les 7 et 8 février 1990.

Pour tous ces concours, les épreuves écrites se dérouleront au chef-lieu de chaque académie ainsi qu'à Cayenne et à Pointe-à-Pitre (Antilles-Guyane) et dans les centres ouverts dans les territoires et collectivités d'outre-mer et à l'étranger énumérés ci-après.

Les modalités d'inscription à ces concours sont les suivantes :

Les registres d'inscription seront ouverts du 6 novembre au 8 décembre 1989 pour le concours interne d'accès au 1er grade et du 2 octobre au 10 novembre 1989 pour les concours d'accès au 2e grade du corps des professeurs de lycée professionnel.

Les candidats doivent s'inscrire au rectorat de l'académie ou au vice-rectorat du territoire d'outre-mer ou auprès du responsable des services d'enseignement pour Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, dans le ressort duquel ils ont leur résidence personnelle.

Les fonctionnaires et agents de l'éducation nationale en activité, les maîtres des établissements d'enseignement privés s'inscrivent auprès du rectorat, vice-rectorat, service d'enseignement, dans le ressort duquel ils ont leur résidence administrative.

Les inscriptions des candidats résidant dans les pays étrangers où un centre d'épreuves écrites est ouvert sont reçues par les services culturels de l'ambassade de France du pays correspondant.

Les candidats résidant dans les autres pays s'inscrivent :

- soit auprès du conseiller culturel de l'ambassade de France d'un pays dans lequel un centre d'épreuves écrites est ouvert ;
- soit auprès du vice-rectorat d'un territoire d'outre-mer de leur choix ;
- soit auprès de l'académie à laquelle est rattaché le pays.

Le tableau ci-dessous énumère les centres d'épreuves écrites ouverts dans les territoires d'outre-mer ou à l'étranger, ainsi que les académies auxquelles ils sont rattachés, et par ailleurs les académies qui prennent les inscriptions des candidats résidant dans un pays étranger dépourvu de centre d'épreuves écrites :

ACADÉMIES DE RATTACHEMENT	CENTRES d'épreuves écrites sis dans les T.O.M.	CENTRES d'épreuves écrites étrangers	PAYS ÉTRANGERS rattachés pour les inscriptions
Aix-Marseille.	Papeete (Polynésie française), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Mata-Hutu (Wallis-et-Futuna).	Hong-kong.	Asie (sauf Turquie et Proche-Orient).
Antilles-Guyane.		Brasilia (Brésil).	Amérique latine.
Bordeaux.		Abidjan (Côte-d'Ivoire). Dakar (Sénégal).	Espagne et Portugal. Afrique de l'Ouest.
Caen.	Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon).	Montréal (Canada).	Amérique du Nord.
Grenoble.		Istanbul (Turquie).	Italie, Balkans, Turquie.
Lille.			Benelux, Grande-Bretagne, Irlande.

ACADÉMIES DE RATTACHEMENT	CENTRES d'épreuves écrites sis dans les T.O.M.	CENTRES d'épreuves écrites étrangers	PAYS ÉTRANGERS rattachés pour les inscriptions
Lyon.		Moscou (U.R.S.S.).	Autriche, U.R.S.S., Europe centrale.
Montpellier.		Yaoundé (Cameroun), Djibouti, Alger (Algérie).	Algérie, Afrique centrale, australe et orientale.
Nice.		Tunis (Tunisie), Le Caire (Égypte).	Tunisie, Proche-Orient.
Poitiers.		Rabat (Maroc).	Maroc.
Réunion.	Dzaoudzi-Mamoudzou (Mayotte).		Madagascar, Comores.
Strasbourg.			Allemagne, Finlande, Scandinavie.

Les demandes d'inscription sont présentées sur les formulaires établis à cette fin par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures au plus tard, pour le concours interne d'accès au 1^{er} grade et le vendredi 10 novembre 1989, à 17 heures au plus tard, pour les concours d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 8 décembre 1989, à minuit, pour le concours interne d'accès au 2^e grade et le vendredi 10 novembre 1989, à minuit, pour les concours d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats ont également la possibilité de s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures, pour le concours interne d'accès au 1^{er} grade et le vendredi 10 novembre 1989, à 17 heures, pour les concours d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification d'inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard le mercredi 10 janvier 1990, à minuit, pour le concours interne d'accès au 1^{er} grade et le vendredi 8 décembre 1989, à minuit, pour les concours d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi l'inscription sera annulée.

Des arrêtés ultérieurs fixeront, d'une part, le nombre total de places offertes à ces concours, leur répartition entre les concours externe et interne d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel, d'autre part, l'ouverture des sections et options de ces concours et la ventilation des places entre les sections et options.

Nota. - Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser à la division des examens et concours du rectorat de leur académie, éventuellement à leur académie de rattachement ou au service interacadémique des examens et concours d'Arcueil pour ceux d'entre eux dont la résidence administrative ou personnelle est en région Ile-de-France.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 22 septembre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture de concours externe et interne d'entrée en cycle préparatoire aux concours d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycées professionnel (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, en date du 22 septembre 1989, est autorisée au titre de la session de 1990 l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne d'entrée en cycle préparatoire aux concours d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel (femmes et hommes).

L'épreuve écrite d'admissibilité des concours externe et interne aura lieu le 12 avril 1990.

Cette épreuve se déroulera au chef-lieu de chaque académie ainsi qu'à Cayenne et à Pointe-à-Pitre (Antilles-Guyane) et dans les centres ouverts dans les territoires et collectivités d'outre-mer et à l'étranger énumérés ci-après.

Les modalités d'inscription à ces concours sont les suivantes :

Les registres d'inscription seront ouverts du 6 novembre au 8 décembre 1989.

Les candidats doivent s'inscrire au rectorat de l'académie, ou au vice-rectorat du territoire d'outre-mer, ou auprès du responsable des services d'enseignement pour Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, dans le ressort duquel ils ont leur résidence personnelle.

Les fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat et des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent en activité et les maîtres des établissements d'enseignement privés et s'inscrivent auprès du rectorat, vice-rectorat, service d'enseignement dans le ressort duquel ils ont leur résidence administrative.

Les inscriptions des candidats résidant dans les pays étrangers où un centre d'épreuves écrites est ouvert sont reçues par les services culturels de l'ambassade de France du pays correspondant.

Les candidats résidant dans les autres pays s'inscrivent :

- soit auprès du conseiller culturel de l'ambassade de France d'un pays dans lequel un centre d'épreuves écrites est ouvert ;
- soit auprès du vice-rectorat d'un territoire d'outre-mer de leur choix ;
- soit auprès de l'académie à laquelle est rattaché le pays.

Le tableau ci-dessous énumère les centres d'épreuves écrites ouverts dans les territoires d'outre-mer ou à l'étranger, ainsi que les académies auxquelles ils sont rattachés, et par ailleurs les académies qui prennent les inscriptions des candidats résidant dans un pays étranger dépourvu de centre d'épreuves écrites :

ACADÉMIES DE RATTACHEMENT	CENTRES d'épreuves écrites sis dans les T.O.M.	CENTRES d'épreuves écrites étrangers	PAYS ÉTRANGERS rattachés pour les inscriptions
Aix-Marseille.	Papeete (Polynésie française), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Mata-Hutu (Wallis-et-Futuna).	Hong-kong.	Asie (sauf Turquie et Proche-Orient).
Antilles-Guyane.		Brasilia (Brésil).	Amérique latine.
Bordeaux.		Abidjan (Côte-d'Ivoire). Dakar (Sénégal).	Espagne et Portugal. Afrique de l'Ouest.
Caen.	Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon).	Montréal (Canada).	Amérique du Nord.
Grenoble.		Istanbul (Turquie).	Italie, Balkans, Turquie.
Lille.			Benelux, Grande-Bretagne, Irlande.
Lyon.		Moscou (U.R.S.S.).	Autriche, U.R.S.S., Europe centrale.
Montpellier.		Yaoundé (Cameroun), Djibouti, Alger (Algérie).	Algérie, Afrique centrale, australe et orientale.
Nice.		Tunis (Tunisie), Le Caire (Egypte).	Tunisie, Proche-Orient.
Poitiers.		Rabat (Maroc).	Maroc.
Réunion.	Dzaoudzi-Mamoudzou (Mayotte).		Madagascar, Comores.
Strasbourg.			Allemagne, Finlande, Scandinavie.

Les demandes d'inscription sont présentées sur les formulaires établis à cette fin par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures au plus tard ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 8 décembre 1989 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats ont également la possibilité de s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification d'inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard le mercredi 10 janvier 1990 à minuit, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi l'inscription sera annulée.

Des arrêtés ultérieurs fixeront, d'une part, le nombre total de places offertes à ces concours, leur répartition entre les concours externe et interne d'entrée en cycle préparatoire aux concours d'accès au 2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel, d'autre part, l'ouverture des sections et options de ces concours et la ventilation des places entre les sections et options.

Nota. - Pour tout renseignement, les candidats doivent s'adresser à la division des examens et concours du rectorat de leur académie, éventuellement à leur académie de rattachement ou au service interacadémique des examens et concours d'Arcueil pour ceux d'entre eux dont la résidence administrative ou personnelle est en région Ile-de-France.

ARRETE MINISTERIEL du 2 octobre 1989 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente de revues sur l'ensemble du territoire.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 2 octobre 1989, considérant la provenance étrangère et le caractère pornographique des publications ci-dessous mentionnées, sont interdites sur l'ensemble du territoire la circulation, la distribution et la mise en vente des revues intitulées :

Show-Boy, éditions Gay-Pubs, Holbak (Danemark) ;
Supergay, éditions Gay-Pubs, Holbak (Danemark) ;
Leather Teens, éditions Coq International, Holbak (Danemark) ;
Crisc-Oh, éditions Büro Förster, Francfort (R.F.A.) ;
Best of Wonder Boy, sans indication d'origine.

ARRETE MINISTERIEL du 5 octobre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture de concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} et du 2^e grade réservés aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en date du 5 octobre 1989, sont autorisées au titre de la session de 1990 l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} grade et l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 2^e grade réservés aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés.

L'épreuve écrite d'admissibilité du concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} grade aura lieu le 21 février 1990 en même temps et sur le même sujet que l'épreuve écrite du concours interne d'accès au 1^{er} grade du corps des professeurs de lycée professionnel.

Les épreuves écrites d'admissibilité du concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 2^e grade auront lieu les 7 et 8 février 1990 en même temps et sur les mêmes sujets que les épreuves écrites du concours interne d'accès au

2^e grade du corps des professeurs de lycée professionnel.

Pour tous ces concours, les épreuves écrites auront lieu au chef-lieu de chaque académie ainsi qu'à Cayenne et à Pointe-à-Pitre (Antilles, Guyane), à Papeete (Polynésie française) et à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Les registres d'inscription à ces concours seront ouverts au service des examens et concours de chaque rectorat d'académie et aux vice-rectorats de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française du 6 novembre 1989 au 8 décembre 1989 pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} grade et du 9 octobre 1989 au 10 novembre 1989 pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 2^e grade.

Les demandes d'inscription seront présentées sur les formulaires établis par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés à ces mêmes services le vendredi 8 décembre 1989 à 17 heures au plus tard pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} grade et le vendredi 10 novembre 1989 à 17 heures au plus tard pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 2^e grade.
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 8 décembre 1989 à minuit pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} grade et le vendredi 10 novembre 1989 à minuit pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 2^e grade, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats ont également la possibilité de s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 8 décembre 1989 à 17 heures pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} grade et le vendredi 10 novembre 1989 à 17 heures pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 2^e grade.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification d'inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard le mercredi 10 janvier 1990 à minuit pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} grade et le mercredi 8 décembre 1989 à minuit pour le concours d'accès à l'échelle de rémunération du 2^e grade, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi l'inscription sera annulée.

Des arrêtés ultérieurs fixeront, d'une part, le nombre de maîtres pouvant bénéficier de l'échelle de rémunération des professeurs de lycée professionnel du 1^{er} et du 2^e grade, d'autre part, l'ouverture des sections et options de ces concours et la ventilation des promotions offertes entre les sections et options.

Nota. - Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser à la division des examens et concours du rectorat de leur académie, de leur vice-rectorat ou au service interacadémique des examens et concours d'Arcueil pour ceux d'entre eux dont la résidence administrative est en région Ile-de-France.

ARRETE MINISTERIEL du 5 octobre 1989 autorisant au titre de la session de 1990 l'ouverture d'un concours d'entrée en formation préparatoire au concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés, type Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique, réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en date du 5 octobre 1989, est autorisée, au titre de la session de 1990, l'ouverture d'un concours d'entrée en formation préparatoire au concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés, type Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique, réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés.

L'épreuve écrite d'admissibilité aura lieu le 12 avril 1990 en même temps et sur les mêmes sujets que l'épreuve écrite du concours interne d'entrée en cycle préparatoire au C.A.P.E.T.

Cette épreuve se déroulera au chef-lieu de chaque académie ainsi qu'à Cayenne et Pointe-à-Pitre (Antilles-Guyane), Papeete (Polynésie française) et Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Les registres d'inscription seront ouverts au service des examens et concours de chaque rectorat d'académie et aux vice-rectorats de

Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française du 6 novembre 1989 au 8 décembre 1989.

Les demandes d'inscription seront présentées sur les formulaires établis par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés à ces mêmes services le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures au plus tard ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 8 décembre 1989, à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats ont également la possibilité de s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification d'inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard le mercredi 10 janvier 1990, à minuit, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi l'inscription sera annulée.

Des arrêtés ultérieurs fixeront, d'une part, le nombre total de places offertes, d'autre part, l'ouverture des sections et options de ce concours et la ventilation des places entre les sections et options.

Nota. - Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser à la division des examens et concours du rectorat de leur académie, de leur vice-rectorat ou au service interacadémique des examens et concours d'Arcueil pour ceux d'entre eux dont la résidence administrative ou personnelle est en région Ile-de-France.

AVIS relatif aux taux des opérations entre banques sur le marché monétaire pour l'argent au jour le jour.

Le taux MM (moyenne mensuelle du taux des opérations entre banques sur le marché monétaire pour l'argent au jour le jour) visé à l'article 5-2 du règlement n° 86-13 du Comité de la réglementation bancaire ressort, pour le mois de septembre 1989, à 8,93 p. 100.

Liste par département des sénateurs élus dans les départements de la métropole, d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer le 24 septembre 1989

(Renouvellement de la série A)

Liste communiquée par M. le ministre de l'intérieur en application des articles L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral

Métropole

Ain	Ardennes
M. Emin (Jean-Paul).	M. Blin (Maurice).
M. Pépin (Jean).	M. Sourdil (Jacques).
Aisne	Ariège
M. Braconnier (Jacques).	M. Authié (Germain).
M. Girod (Paul).	Aube
M. Pelletier (Jacques).	M. Adnot (Philippe).
Allier	M. Laurent (Bernard).
M. Barraux (Bernard).	Aude
M. Cluzel (Jean).	M. Courrière (Raymond).
Alpes-de-Haute-Provence	M. Courteau (Roland).
M. Tardy (Fernand).	Aveyron
Hautes-Alpes	M. Puech (Jean).
M. Lesbros (Marcel).	M. Seillier (Bernard).
Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône
M. Baillet (Honoré).	M. Camoin (Jean-Pierre).
M. Balarello (José).	M. Gaudin (Jean-Claude).
M. Ginesy (Charles).	M. Minetti (Louis).
M. Laffitte (Pierre).	M. Philibert (Louis).
Ardèche	M. Roccaserra (Jacques).
M. Hugo (Bernard).	M. Vallet (André).
M. Torre (Henri).	M. Vigouroux (Robert-Paul).

Calvados

M. de Bourgoing (Philippe).
M. Dupont (Ambroise).
M. Girault (Jean-Marie).

Cantal

M. Besse (Roger).
M. Rigaudière (Roger).

Charente

M. Alloncle (Michel).
M. Lacour (Pierre).

Charente-Maritime

M. Belot (Claude).
M. Blaizot (François).
M. Doublet (Michel).

Cher

M. Genton (Jacques).
M. Vinçon (Serge).

Corrèze

M. Belcour (Henri).
M. Mouly (Georges).

Corse-du-Sud

M. Ornano (Charles).

Haute-Corse

M. Giacobbi (François).

Côte-d'Or

M. Barbier (Bernard).
M. Lombard (Maurice).
M. Revol (Henri).

Côtes-du-Nord

M. Leyzour (Félix).
M. Régnault (René).
M. Saunier (Claude).

Creuse

M. Chervy (William).
M. Moreigne (Michel).

Dordogne

M. Guéna (Yves).
M. Manet (Michel).

Doubs

M. Gruillot (Georges).
M. Pourchet (Jean).
M. Souvet (Louis).

Drôme

M. Besson (Jean-Marcel).
M. Gaud (Gérard).

Eure

M. Bourdin (Joël).
M. Collard (Henri).
M. Pluchet (Alain).

Eure-et-Loir

M. Grandon (Jean).
M. Taugourdeau (Martial).

Finistère

M. Arzel (Alphonse).
M. Gérard (Alain).
M. Le Jeune (Edouard).
M. de Menou (Jacques).

Gard

M. Baumet (Gilbert).
M. Pradille (Claude).
M. Rouvière (André).

Haute-Garonne

M^{me} Berge-Lavigne (Maryse).
M. Cornac (Claude).
M. Peyrafitte (Jean).
M. Roujas (Gérard).

Gers

M. Castaing (Robert).
M. Garcia (Aubert).

Gironde

M. Bœuf (Marc).
M. Dussaut (Bernard).
M. Madrelle (Philippe).
M. Pintat (Jean-François).
M. Valade (Jacques).

Hérault

M. Delfau (Gérard).
M. Vezinhet (André).
M. Vidal (Marcel).

Ille-et-Vilaine

M. Bourges (Yvon).
M. Daunay (Marcel).
M. Egu (André).
M. Madelain (Jean).

Indre

M. Bernardet (Daniel).
M. Gerbaud (François).

Territoire de Belfort

M. Dreyfus-Schmidt (Michel).

Outre-mer**Guyane**

M. Othily (Georges).

Polynésie française

M. Millaud (Daniel).

Wallis-et-Futuna

M. Papilio (Sosefo).

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**SERVICE DES DOUANES****COURS DES CHANGES**

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 2 novembre au 15 novembre 1989 inclus)

PAYS	DEVISES	Cours en francs Pacifique
Allemagne fédérale.	1 deutsche Mark	61,71
Australie.	1 dollar	88,78
Autriche.	1 schilling	8,78
Belgique.	1 franc belge	2,94
Canada.	1 dollar canadien	96,47
Danemark.	1 couronne danoise	15,86
Espagne.	1 peseta	0,97
Etats-Unis d'Amérique.	1 dollar US	113,34
Fidji.	1 dollar	75,49
Grande-Bretagne.	1 livre sterling	178,27
Hong Kong.	1 dollar	14,51
Italie.	100 livres	8,41
Japon.	100 yens	79,75
Norvège.	1 couronne norvég.	16,46
Nouvelle-Zélande.	1 dollar	66,53
Pays-Bas.	1 florin	54,71
Portugal.	1 escudo	0,72
Singapour.	1 dollar	57,94
Suède.	1 couronne suédoise	17,71
Suisse.	1 franc suisse	70,60

INSTITUT TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE**INDICE DES PRIX DE DETAIL
A LA CONSOMMATION FAMILIALE**

Mois de septembre 1989

Base 100 : décembre 1988

<i>Indice général</i>	102,2
— Alimentation	103,1
— Produits manufacturés	102,0
- dont habillement	99,9
- dont autres produits manufacturés	102,4
— Services	101,7

COMMUNE DE PAPEETE

ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DE PAPEETE
DU 1er AU 15 OCTOBRE 1989

Travaux autorisés le 2 octobre 1989

N° 89-140, M. et Mme Lair Daniel, Mission, construction d'une maison,

Travaux autorisés le 3 octobre 1989

N° 89-137, Ly Tang Irma, cours de l'Union-Sacrée, construction d'une clôture.

Travaux autorisés le 4 octobre 1989

N° 89-126, Putoa Georges, Tipaerui, reconstruction d'une maison ;

N° 89-135, Toriki Marie-Thérèse, Taunua, construction d'une maison ;

N° 89-139, Chenesson Daniel, Faariipiti, construction d'une maison ;

N° 89-142, Chin Foo Robert, rue Lagarde-Georges, construction d'un local bureau.

Travaux autorisés le 10 octobre 1989

N° 89-95, Tchenfat Jean Lucien, Tipaerui, construction d'un immeuble R. + 2.

Travaux autorisés le 11 octobre 1989

N° 89-147, Lequerré Fabrice, Orovini, construction d'une annexe de désinsectisation ;

N° 89-148, S.A.R.L. Casimir, Fare Tony, modification - transformation de façade ;

N° 89-149, M. et Mme Morgan, Faariipiti, reconstruction - agrandissement d'une maison.

Travaux autorisés le 12 octobre 1989

N° 89-146, Ly Sing Lao Auguste, Tipaerui - lotissement Fenua Ute, construction d'une maison.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

S.A.R.L. SOCIETE INDUSTRIELLE DE PARPAINGS
DES TUAMOTU

Société en liquidation

au Capital de 400.000 F CFP

Siège social : OTEPA, HAO (Tuamotu) R.C. 2731 B

AVIS DE DISSOLUTION

Suivant Procès verbal du 18 octobre 1989, M. DUBOIS Lucien co-gérant a décidé la dissolution anticipée de la société, celle-ci n'ayant jamais fonctionné et, que le capital a été retiré depuis le début de sa création par les associés fin Mars 1986.

Le dépôt des actes concernant la dissolution sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Papeete.

Pour 1er avis,
La gérance.

ETUDE DE Me GIAU, AVOCAT A PAPEETE

Par jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete du 8 mars 1989, a été homologué l'acte authentique reçu par Me Lequerré, notaire à Papeete, le 6 septembre 1988, aux

termes duquel M. Rémi Christo Hiro Durosset, docteur en médecine, et Mme Madeleine Georgette Yvonne Nexon, sans profession, demeurant ensemble à Pirae, ont renoncé au régime de la communauté de meubles et acquêts (ancienne communauté légale) qui était le leur pour adopter le régime de la communauté universelle, tel qu'il est établi par l'article 1526 du code civil.

La présente insertion est faite conformément à l'article 1397 du code civil.

E. GIAU.

ANNONCES DIVERSES

CLUB "FRIENDS OF AMERICA"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	:	MORAD Fran
Vice-présidente	:	PANKOWSKI Marsha
Secrétaire	:	LANCIEN Maryvonne
Secrétaire adjointe	:	WOOD Protea
Trésorière	:	SANTALLO Ginette
Trésorière adjointe	:	SLAWINSKI Danuta

BANQUE PARIBAS POLYNESIE

S.A. au capital de XPF 300.000.000

R.C. PAPEETE 2.456 B

Siège Social : Boulevard POMARE - PAPEETE

Situation au 30 septembre 1989

(en milliers de F CFP)

ACTIF	PASSIF
Caisse, I.E.O.M., T.P., C.C.P. 338.888	I.E.O.M., T.P., C.C.P. —
Ets de Crédit et Institutions Financières :	Ets de Crédit et Institutions Financières :
- Comptes ordinaires. 716.392	- Comptes ordinaires. —
- Prêts et comptes à terme. 2.088.504	- Emprunts et comptes à terme. 911.135
Bons du Trésor, Valeurs reçues en pension ou achetées ferme. —	Valeurs données en pension ou vendues ferme. 409.195
Crédits à la clientèle :	Comptes Créiteurs de la Clientèle :
- Créances commerciales. 327.355	- Sociétés et entrepreneurs individuels :
- Autres Crédits à Court Terme. 1.980.957	. comptes ordinaires. 1.105.186
- Crédits à Moyen Terme. 1.822.869	. comptes à terme. 2.334.965
- Crédits à Long Terme. 651.367	- Particuliers :
Comptes Débiteurs de la Clientèle. 2.975.378	. comptes ordinaires. 409.524
Chèques et effets à l'encaissement. 495.263	. comptes à terme. 2.282.531
Comptes de Régularisation et Divers. 48.749	- Divers :
Opérations sur Titres. 50.333	. comptes ordinaires. 181.622
Immobilisations. 144.406	. comptes à terme. 611.127
.....	Comptes d'Epargne à Régime Spécial. 289.678
.....	Bons de Caisse et Certificats de Dépôt. 1.998.270
.....	Comptes exigibles après encaissement. 403.288
.....	Comptes de Régularisations, Provisions et Divers. ... 315.359
.....	Capital. 300.000
.....	Report à nouveau. 3.581
.....	Réserves. 85.000
TOTAL ACTIF. 11.640.461	TOTAL PASSIF. 11.640.461
HORS BILAN	
- Accords de refinancement reçus d'Etablisse- ments de crédit et d'Institutions Financières. 1.450.000	Copie certifiée conforme à l'original :
- Cautions, avals, autres garanties reçus d'Ets de Crédit et d'Institutions Financières. 2.922.500	M. Patrick LANG.
- Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle. 191.235	Directeur.
- Cautions, avals, obligations cautionnées, autres garanties d'ordre de la clientèle. 1.136.682	
- Acceptations à payer et divers. 70.047	

ASSOCIATION POUR LE RESPECT ET LA DÉFENSE DES CONTRIBUABLES (ARDEC)

Extraits de statuts

Il est formé, entre les soussignés et toute autre personne adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'objet de l'Association est de permettre le regroupement en une seule personne morale, dotée de la personnalité juridique de tous ceux, personnes physiques ou morales, qui sont assujettis, d'une manière ou d'une autre, au paiement, régulier ou même occasionnel, d'une taxe, d'une redevance, d'un droit, d'un prélèvement ou d'un impôt, directs ou indirects, à la puissance publique. Ceci, quels que soient le nom, le caractère, la nature, l'assiette ou le mode de calcul de la taxe, de la redevance, du droit, du prélèvement ou de l'impôt en question.

L'Association a pour but d'exercer la défense des contribuables et de devenir un partenaire de négociation, actif, créatif, intelligent et socialement responsable, de la vie publique.

Il n'entre pas dans l'objet de l'Association de constituer une nouvelle formation politique. Les présents statuts affirment le caractère apolitique du groupement ainsi constitué et attestent de sa totale ouverture d'esprit vis-à-vis des croyances, convictions et appartenances sociales ou politiques de ses membres.

L'Association prend la dénomination de : Association pour le Respect et la Défense des Contribuables. Elle pourra, éventuellement, se faire identifier par les initiales ARDEC.

Le siège de l'Association est fixé au 3, Avenue du Régent-Paraita, Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du conseil d'administration.

La durée de l'Association est indéterminée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président	: CERAN-JERUSALEM Y Léon
Vice-président	: LEHARTEL Maurice
Secrétaire général	: REBILLON Alain
Secrétaire général adjoint	: VAIMEHO Jean
Trésorier général	: CHARDOT Roland
Trésorier général adjoint	: LAINE Francis
1er assesseur	: AFO Philippe
2e assesseur	: JORDA Jean-Jacques
3e assesseur	: BURG Jean-Claude
4e assesseur	: REY Roger
5e assesseur	: GAET Laurent
6e assesseur	: DEFLESSELLES Guy
7e assesseur	: CHECHILLOT Daniel
8e assesseur	: BILLON-THIRARD Jacques

Récépissé n° 89-2090 MUR/AA du 27 octobre 1989.

ASSOCIATION "TAMARII TAREVAREVA"

Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes pris pour son application en Polynésie française, ayant pour titre : "TAMARII TAREVAREVA".

Cette association a pour but :

- de rassembler toutes personnes désireuses ou soucieuses de développer le folklore local, la danse, le chant dans la commune ;
- d'organiser des soirées, des manifestations tendant à développer et à promouvoir la danse et la chanson polynésiennes dans le territoire et hors du territoire.

Le siège est fixé à PAEA, c/o mairie de PAEA.

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: GRAFFE Jackie
Vice-président d'honneur	: TAPEA Tua
Président	: TAPEA Ernest
Vice-président	: MAITERAI Jean
Secrétaire	: MOU-FAT Aimée
Vice-secrétaire	: TEURUARI BÉatrice
Trésorière	: PITO Mirella
Vice-trésorière	: TAU Annette

Récépissé n° 89-1884 MUR/AA du 10 octobre 1989.

ASSOCIATION SOCIALE ET CULTURELLE "VAIROINA"

Extraits de statuts

L'Association dite VAIROINA, fondée le 2 septembre 1989, a pour objet le développement des relations sociales et culturelles.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à TIIPOTO.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TUPU Robert
Président adjoint	: TEPEVA Taaroa
Secrétaire	: ONEE Poata
Secrétaire adjointe	: TETOFOA Renée
Trésorier	: PAHUIRI Ietonia
Trésorière adjointe	: TETUANUI Sheila

Récépissé n° 89-1829 MUR/AA du 18 octobre 1989.

ASSOCIATION AMUITAHIRAA "NO COOK IRANI"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: MAHAI Gérald
	MARURAI Auguste
Président	: MAHINUI-TEKURIO Michel
1er vice-président	: UTAHIA Patrice
2e vice-présidente	: DEXTER Teumere
Trésorière générale	: TAIE Joséphine
Trésorière adjointe	: TINORUA Suzanne
Secrétaire générale	: TAURU Paulina
Secrétaire adjointe	: GAY Céline

ASSOCIATION SPORTIVE OTAHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: VAKI Maurice
Président	: TEMAIANA Gérald
Vice-président	: TERAATEPO Eli
Secrétaire	: TIHIVA Laura
Secrétaire adjoint	: TIHIMARAMA Tutana
Trésorier	: TEMEHARO Emmanuel
Trésorière adjointe	: MAI Micheline
Commissaires aux comptes	: MAI Paul
	TEATA Isabelle
Assesseurs	: TEHIHIRA Jean
	TEMEHARO Gisèle

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DES ECOLES MATERNELLE ET PRIMAIRE
DE MOERAI - RURUTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: HATTIO Motaha
Vice-président	: TEAUROA John
Secrétaire	: TETUANUI Omer
Secrétaire adjointe	: POETAI Justine
Trésorière	: TEINAORE Victorine
Trésorière adjointe	: PETERANO Jackina
Assesseurs	: RANGIMAKEA Jeanne
	TAPUTU Noëlla
	TEARIKI Germaine
	MOOTUA Uratua
	TEAUROA Miroise
	TERA Auac

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE COMMUNALE
VAITERUPE - PAEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: FROGIER Christian
Vice-président	: DESCURE Serge
Secrétaire	: DESSE Betty
Secrétaire adjoint	: MOURIN Freddy
Trésorière	: TOCQUER Corinne
Trésorière adjointe	: WONG PO Dora
Commissaire aux comptes	: PATACCONI Audy

ASSOCIATION ARTISANALE HEIMATAURA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: UTIA Uranuu
Présidente	: UTIA Jeanine
Vice-présidente	: HATTIO Claudine
Secrétaire	: UTIA Geneviève
Secrétaire adjointe	: MARIASSOUCÉ Andréa
Trésorière	: UTIA Dorina
Trésorière adjointe	: UTIA Pauline
Assesseurs	: BECHER Michel
	TETUIRA André
	TEHAEURA Penina

COOPERATIVE DE L'ECOLE DE HATIEHU
(NUKU-HIVA)

Extraits de statuts

Dénomination : COOPERATIVE DE L'ECOLE DE HATIEHU.

Objet : Amélioration des conditions de vie à l'école et du matériel pédagogique.

Siège social : Ecole de HATIEHU, MARQUISES.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Présidente	: OMITAI Christiane
Secrétaire	: TEATIU Noémie
Trésorière	: AH-SCHA Florence

Récépissé n° 89-1882 MUR/AA du 10 octobre 1989.

"UNION TERRITORIALE ASSOCIATIVE
POUR HANDICAPES ET INADAPTES"

Anciennement dénommée

"UNION TERRITORIALE D'ASSOCIATIONS
POUR HANDICAPES ET INADAPTES"

Pour compter du 16 octobre 1989, l'Association dite "Union Territoriale d'Associations pour Handicapés et Inadaptés", fondée le 5 juin 1981 (récépissé de déclaration n° 3901 AA du 29 juin 1981), prend pour titre "Union Territoriale Associative pour Handicapés et Inadaptés".

ASSOCIATION DES SCULPTEURS "TIKI PAHEKE"
DE TAIOHAE - NUKU HIVA - MARQUISES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: TEIKITEETINI Simon
Vice-président	: HAITI René
Secrétaire	: TAMARII Julien
Secrétaire adjoint	: HATURAU Damien
Trésorier	: FARONE André
Trésorier adjoint	: HOKAHUMANO Thomas
Commissaires	
(secteur Hoata)	: HUUKENA Etienne
(secteur Pakiu)	: TAMARII Edgar